

Un communisme de conquête

Bilan du mandat écoulé

Pas de bilan, quelques mentions des événements politiques récents dans le chapitre consacré au Parti.

Communistes à l'offensive

Pas de bilan argumenté, du fait d'un rejet global des orientations des 38^{ème} et 39^{ème} congrès.

Stratégie communiste

- « Un bilan en demi-teinte depuis 2018 (...) »
- Une stratégie court-termiste centrée sur les enjeux institutionnels (...)
- L'action des communistes peine à dépasser le soutien aux mobilisations syndicales
- Une ligne politique difficilement lisible »

Résister et construire

« Le « sigle » PCF est sorti de l'effacement, mais nous demeurons fort peu visibles et lisibles en termes d'idées, de propositions, de contenus et de projet de transformation radicale ».

« Depuis le 39^{ème} congrès, tout se passe comme si l'ambition d'une transformation radicale de la société, qui est la raison d'être du Parti communiste, était mise de côté au nom d'une stratégie visant avant tout à la préservation de positions électorales dans le cadre d'une Vème République en état avancé de pourrissement. Or cette stratégie a rencontré des échecs répétés ».

- Abandon de notre projet de retraites pour le XXI^e siècle
- Échec de la campagne emploi-industrie, faute de lien avec le projet de sécurité d'emploi et de formation
- Résultat désastreux de la campagne des élections européennes, souverainiste et tournant le dos à notre projet européen
- Difficulté persistante à relancer la présence du Parti dans les entreprises, faute d'y voir des lieux de pouvoir sur la société et le lieu principal de l'affrontement avec le capital.

Analyse de la crise

Un communisme de conquête	Communistes à l'offensive	Stratégie communiste	Résister et construire
<p>« le capitalisme se reconfigure » pour « de nouvelles modalités d'accumulation »...Mais Il n'a cessé de le faire depuis deux siècles ! On se demande alors en quoi il est en crise.</p> <p>La crise n'est pas analysée comme une crise de rentabilité due à une suraccumulation de capital mais comme un « <i>épuiement des marges de croissance</i> » évacuant les contradictions de classes constitutives du capitalisme. Evacuant donc aussi ce que construit le capital pour répondre à cette crise, tout particulièrement la révolution informationnelle. Il évacue ainsi les potentialités révolutionnaires qui naissent de la révolution technologique et informationnelle et qui entrent en contradiction avec les rapports de production capitalistes.</p>	<p>Absence totale d'analyse de la crise du capitalisme. C'est la seule émergence de mouvements de protestation du « communisme déjà là ? » qui mettrait « <i>des révolutions à l'ordre du jour</i> ».</p>	<p>Nombreuses références à des notions d'économie politique marxiste.</p> <p>Mention de la « <i>baisse tendancielle du taux de profit</i> » analysée de façon abstraite, sans mention, au contraire du Marx, des « causes qui la contrecarrent » (par exemple les aides publiques devenues systémiques ou les transformations technologiques), ni prise en compte des transformations économiques, sociales et technologiques que le système a connues aux XXe et XXIe siècle et qui changent la façon dont agit le taux de profit. Le capitalisme « <i>alterne</i> » de façon mécanique « <i>phases d'expansion et crises destructrices. À chaque fois, les résultats sont les mêmes</i> ». Il manque donc l'analyse concrète de la situation concrète.</p>	<p>« Depuis les années 1970, le capitalisme monopoliste d'État (CME), transformé par la financiarisation, la globalisation capitaliste et la révolution informationnelle, fait face à une crise systémique non résolue qui résulte de la suraccumulation du capital. Au lieu de répondre aux exigences de développement des capacités humaines de la révolution informationnelle, le système en a fait un moyen de renforcement des monopoles, du capital et de nouveaux types de multinationales (...) La masse croissante du capital matériel et financier suraccumulé réclame un taux de profit toujours plus élevé.</p> <p>Dans cette nouvelle étape de la crise systémique du les emplois non pourvus et les pénuries de qualifications vont de pair avec la pénurie de services publics.</p> <p>« Quels que soient les efforts des multinationales pour préserver les monopoles informationnels sur lesquels elles ont assis leur rentabilité, les innovations techniques, toutes liées aux moyens radicalement nouveaux de manipuler les informations, créent les bases matérielles et technologiques d'une civilisation dont le moteur ne serait plus l'accumulation du capital matériel et financier, mais un développement insoupçonné et continu de toutes les capacités humaines. Il y a ainsi besoin d'un tout autre type de développement des forces productives. Mais les rapports sociaux fondés sur le capital entrent en conflit avec ce besoin et maintiennent leur régulation par le taux de profit. Cela confère une actualité radicale au combat de classe ».</p>

Situation Internationale, Europe

Un communisme de conquête	Communistes à l'offensive	Stratégie communiste	Résister et construire
<p>« Face à l'essor des BRICS et des nouvelles puissances régionales, face à l'épuisement des marges de croissance, l'impérialisme se reconfigure. La nouvelle politique étatsunienne vise à combattre les velléités de souveraineté et à défendre et à accentuer l'hégémonie du dollar, ainsi que de certaines cryptomonnaies contrôlées par les États-Unis.</p> <p>La construction capitaliste européenne, telle qu'elle est définie depuis ses "pères fondateurs", depuis l'Acte unique européen et dans les traités européens, est dans une situation de crise structurelle et d'impasse historique. Les règles néolibérales qui en constituent le fondement sont incapables de prendre en compte la recomposition du monde qui se dessine. Le bouleversement des équilibres internes crée des tensions nouvelles.</p> <p>La classe capitaliste est encore plus divisée qu'auparavant et n'a plus de projet européen global et cohérent.</p> <p>Le PCF porte l'exigence que la France reprenne en mains ses moyens d'actions indépendants :</p> <ul style="list-style-type: none">• par la sortie immédiate de l'OTAN, première étape vers sa dissolution et la construction d'un espace de sécurité collective européen, de l'Atlantique à l'Oural, dans l'esprit d'Helsinki.• par la remise en cause des traités européens et de la logique capitaliste de la construction de l'UE dans la perspective de la construction d'une Europe de peuples et de nations libres, souverains et associés.	<p>« Dans le monde de Trump et de Netanyahu, qui banalisent la guerre et la tuerie de masse sans limites, dans ce monde où prospèrent les extrêmes droites et les discours de haine, où renaissent les appétits nationalistes et impérialistes, où Poutine poursuit depuis 4 ans une guerre d'une barbarie sans nom, où le surarmement a repris de plus belle, nous vivons au bord du précipice »</p> <p>Le « combat pour la paix » consiste à s'inscrire dans les mouvements existants, sans apport spécifique du PCF :</p> <p>« Les communistes décident de s'engager dans le développement d'un grand mouvement pour « bannir la guerre et construire la paix » en entrant pour cela et sans attendre en dialogue avec toutes les forces qui en France, en Europe et dans le monde partagent cet objectif ».</p> <p>« Notre combat pour la paix va de pair avec le développement de fronts de solidarité concrets avec les peuples victimes d'agressions, en particulier aux côtés des plus emblématiques d'entre eux ».</p>	<p>« La crise de la mondialisation révèle la concurrence entre impérialismes (...) L'UE, fragmentée, est incapable de développer une stratégie autonome et se trouve de plus en plus subordonnée. Économiquement, elle est le moyen par lequel le capital impose sa volonté aux nations européennes. Le vieux dogme de la « concurrence libre et non faussée » continue d'être le prétexte aux attaques contre les droits sociaux dans toute l'Europe. Politiquement, l'UE n'est qu'une somme d'intérêts contradictoires et se révèle incapable de définir une ligne capable de s'imposer face aux puissances impérialistes, que ce soit concernant le génocide palestinien ou pour résister aux agressions étasuniennes »</p> <p>« Rupture avec les blocs impérialistes. La France doit retrouver une politique étrangère indépendante. Cela passe par le retrait de l'OTAN, bras armé de l'impérialisme étasunien, et par la rupture avec les traités européens qui enchaînent les peuples à l'austérité et à l'alignement atlantiste.</p> <p>Le secteur international du PCF fait de la construction d'un "internationalisme en acte" l'une de ses missions premières, en lien avec les mouvements progressistes et les partis communistes à travers le monde. Car l'internationalisme se construit par les actes et l'unité des travailleurs et des travailleuses par-delà des frontières. Cette ambition s'accompagne d'une réflexion sur la reconstruction d'une structure internationale du mouvement communiste ».</p>	<p>« Face à l'affrontement généralisé, luttons du Sud au Nord et avec les BRICS pour construire une autre mondialisation »</p> <p>« Cela demande une bataille internationaliste effective, allant au-delà des nécessaires actions de solidarité internationale »</p> <p>« Nous ne sommes pas encore passés à un autre ordre du monde. Les convulsions peuvent durer. Crise n'est pas solutions. Celles-ci se cherchent ».</p> <p>« Pour répondre à l'offensive de Donald Trump, l'enjeu central est de donner la priorité au développement des capacités humaines qui font la richesse des pays.</p> <p>Plus précisément, pour cela, il faut de nouvelles règles, mais aussi de nouvelles institutions et outils pour mettre en pratique les principes de paix, de partage et de co-développement.</p> <p>Elles peuvent se rassembler dans cinq axes de propositions.</p> <ul style="list-style-type: none">• Des protections sociales et écologiques,• Des traités de maîtrise du commerce et des investissements conçus pour favoriser le développement de l'emploi et des biens• Une monnaie mondiale, véritablement commune, de développement des biens communs, de l'emploi et des services publics. Elle peut être développée à partir des droits de tirage spéciaux (DTS) existants et en engageant une réforme profonde du• Une refonte des institutions internationales, (ONU, FMI, OMC...)• La promotion de la paix et de la sécurité collective, dans l'esprit d'une culture de paix. La France doit sortir de l'OTAN, ne pas alimenter la course aux armements et contribuer au désarmement global. Elle doit signer le TIAN (traité d'interdiction des armes nucléaires). <p>« Cela exige aussi de construire des revendications communes sur ces points avec les</p>

partis communistes et mouvements progressistes du monde »

« La crise de la construction européenne reflète la crise de la mondialisation et les contradictions profondes du capitalisme en crise. Il faut en finir avec la construction européenne actuelle conçue au service de la domination du capital, avec son principe de « concurrence libre et non faussée », son soutien à l'OTAN et en son cœur la BCE soutenant les marchés financiers, les multinationales et les grands capitaux monopolistes, et à présent l'économie de guerre (...)

Il n'est donc pas étonnant qu'elle concentre la colère populaire. Le statu quo n'est pas possible.

Si le PCF peut être fier d'être la seule force politique française à s'être opposée avec détermination à tous les traités d'intégration néolibérale à l'Union européenne, notre responsabilité est de donner une perspective à cette colère. (...)

Nos conceptions d'une « Union de nations et de peuples libres, souverains et associés », d'une « nouvelle construction européenne à géométrie choisie », parce que nos peuples en ont besoin pour relever des défis communs, au lieu du fédéralisme qui sert le néolibéralisme et la finance, méritent d'être encore explicitées. Il en va de même de ses développements sur les fondements d'une Europe démocratique ; sur notre conception des obligations en matière de libertés, de droits fondamentaux, d'égalité des genres ; sur les transformations à opérer dans l'UE.

Il s'agit de se situer sur le terrain européen en tenant compte de l'existant et de se saisir de l'aspiration à une construction européenne, tout en considérant que le terrain national est fondamental et que ce sont bien les exigences du capital qui modèlent la construction européenne. Pour nous, ces terrains sont pertinents pour la lutte des classes. »

Projet communiste

Un communisme de conquête	Communistes à l'offensive	Stratégie communiste	Résister et construire
<p>Le texte réécrit l'histoire.</p> <p>L'« <i>ambition</i> » du 38^{ème} congrès est réduite à celle d'« <i>arrêter l'effacement du PCF et de le rendre à nouveau visible dans le débat public</i> », alors que le rassemblement d'une large majorité du Parti s'était réalisé, lors de ce congrès, autour d'une affirmation du projet communiste, confirmé au 39^{ème} congrès.</p> <p>Commentaire : le « <i>socialisme à la française</i> » remplace le projet communiste (qui, pour nous, concerne le monde, et pas seulement la France).</p> <p>Pour ce texte, la « perspective révolutionnaire », c'est « le socialisme ». Quant au communisme, il « s'inscrit en profondeur dans l'histoire nationale et s'enracine dans un ensemble de conquies sociaux ».</p> <p>En somme, le socialisme c'est l'avenir, le communisme (déjà là ?), c'est le passé !</p>	<p>Tout l'objet du texte est de revenir sur les avancées du 38^{ème} congrès.</p>	<p>« Le PCF ... souffre cependant de l'absence d'un projet global, cohérent, visant à révolutionner la société dans son ensemble ».</p> <p>Le « <i>socialisme</i> » vient se substituer au projet communiste comme « <i>boussole</i> ».</p> <p>Le texte récuse donc le projet global, cohérent et révolutionnaire dont les 38^{ème} et 39^{ème} congrès ont pourtant souligné l'« actualité brûlante »,</p>	<p>« Le communisme est ainsi à la fois le but d'une civilisation nouvelle, et le chemin qui y conduit.</p> <p>Sur ce chemin, il faut surmonter un obstacle, la domination du capital.</p> <p>C'est l'enjeu des luttes à mener, dès à présent, pour dépasser le marché du travail capitaliste qui réduit la force de travail humaine à une marchandise, en construisant une sécurité d'emploi et de formation tout le long de la vie de chacun.e ; pour développer une nouvelle efficacité des productions avec des critères écologiques et sociaux alternatifs à ceux de la rentabilité ; pour prendre au capital son pouvoir sur l'utilisation de l'argent en imprimant une nouvelle orientation au crédit bancaire et à la création monétaire ; pour construire une nouvelle mondialisation de paix et de coopération.</p> <p>C'est ainsi que se construira concrètement une appropriation sociale, du local au mondial, des moyens de production, d'échange et de financement, concrétisant dans de nouvelles institutions un pouvoir autogestionnaire des travailleurs dans l'entreprise, un pouvoir décentralisé des citoyens sur les entreprises, inaugurant une planification d'un type profondément nouveau, des services publics transformés et prenant une place centrale, une démocratie nouvelle, d'intervention et de participation, des libertés étendues dans tous les domaines, une priorité aux capacités humaines, au vivant et au partage.</p> <p>Cette société qui a sa cohérence, où les institutions mondiales ont pour moyens et mission de développer les biens communs et la paix, mais où persistent encore les frontières nationales, les États, la monnaie, etc. nous l'appelons un socialisme du XXI^e siècle, autogestionnaire et de liberté.</p>

Travail, emploi

Un communisme de conquête	Communistes à l'offensive	Stratégie communiste	Résister et construire
<p>« Le PCF est le parti du travail ».</p> <ul style="list-style-type: none">• Un paragraphe évoque « la construction, à l'appui des luttes, d'une sécurité d'emploi et de formation » mais ce projet n'est pas mis au rang des « cinq piliers » du « socialisme aux couleurs de la France »• « Un pacte qui replace au centre du débat public le travail et l'emploi ». Alors que les droites et le RN mettent au centre du débat public le travail... Mais pour imposer de « travailler plus », pour combattre l'impératif d'un changement du travail et la responsabilité des entreprises, patronat, du capital sur l'emploi, face à l'exigence d'une priorité aux capacités humaines.• « La transition écologique suppose une adaptation au changement climatique et une transformation profonde de nombreuses industries, de l'énergie au bâtiment, en passant par les matériaux. Les infrastructures portuaires et ferroviaires ont besoin d'investissements massifs pour favoriser le fret maritime, fluvial et ferroviaire et faire reculer la part modale du routier. » Les « investissements » sont mentionnés... mais pas les emplois !	<p>Le mot « chômage » est absent du texte. L'emploi est vu seulement comme un objectif social, et non comme la condition – avec la formation – d'une nouvelle efficacité économique.</p> <p>Discours très général sur le travail : « Le travail perd son sens. De plus en plus de jeunes ne veulent plus travailler à ces conditions et cherchent des modes de travail différents. La reconquête d'une maîtrise sociale des productions et des services, du sens du travail et de l'entreprise, est indispensable à un renversement de paradigme économique, social et écologique. L'enjeu est que les travailleur·se·s reprennent le contrôle de la production, au lieu de la subir comme salarié·e·s, pour pouvoir décider quoi produire, comment produire, pour qui produire ».</p>	<p>« L'orientation défendue par la direction visant à faire du PCF un "Parti du travail" appelle un examen critique. Le PCF doit surtout redevenir le Parti des travailleuses et des travailleurs »</p> <p>Mention est faite du « <i>projet de Sécurité de l'emploi et de la formation développé de longue date par le Parti</i> », pour l'opposer, bizarrement, à la proposition de loi pour une Sécurité de l'emploi et de la formation déposée par André Chassaigne. Alors que les deux s'articulent, puisque le projet de loi est une traduction juridique et parlementaire de ce qui pourrait être fait tout de suite à l'appui des luttes sociales pour engager la construction d'un tel système.</p>	<p>« Le chômage, la précarité, les emplois abêtissants et vides de sens ne sont pas des fatalités. Prenant appui sur l'aspiration partagée à une formation et à une mobilité choisie, à un travail utile et qui ait du sens, comme sur la nécessité pour la société d'élever le niveau de formation et de qualification pour répondre aux besoins d'efficacité, de souplesse et d'adaptabilité de la production moderne, nous voulons avancer vers une sécurité d'emploi et de formation permettant à chacune et chacun de conjuguer mobilité choisie et sécurité accrue de ses revenus et de ses droits (...).</p> <p>Il ouvre la voie à une égalisation vers le haut, et à une nouvelle organisation des temps de la vie, donnant à toutes et tous plus de temps pour se former, plus de temps à consacrer à sa famille, plus de temps pour la vie sociale, culturelle et de loisirs. Il permet ainsi de créer les conditions pour un dépassement des clivages de classe, mais aussi de genre, de génération, d'origine géographique ».</p> <p>« l'ambition d'inscrire les batailles d'aujourd'hui dans le mouvement d'une société où doivent commencer à prédominer les capacités humaines, le vivant, la démocratie et non le capital, l'accumulation et les monopoles. Ce que nous appelons le début d'une transition socialiste. »</p>

Sécurité sociale

Un communisme de conquête	Communistes à l'offensive	Stratégie communiste	Résister et construire
<p>« Les communistes agissent pour le développement d'une Sécurité sociale du XXI^e siècle, répondant aux besoins humains, prenant en charge les soins à 100 %, y compris la perte d'autonomie, en lien avec le développement des services publics, revenant à une politique familiale universelle et garantissant une retraite de haut niveau, dès 60 ans à taux plein ».</p>	<p>« La création de la Sécurité sociale, qui plaça l'équivalent du budget de l'État dans les mains des travailleur-se-s, a été un exemple de communisme en action. Elle doit être défendue contre les attaques tous azimuts menées pour la vider de sa portée. L'abrogation de la réforme des retraites est la première mesure emblématique qui s'impose. Mais c'est l'ensemble de la Sécurité sociale qui doit être relancée de manière conquérante pour réparer les sécurités sociales existantes, notamment la santé, et en créer de nouvelles, dans le logement et l'alimentation notamment ».</p> <p>Développement d'un service public du médicament.</p>	<p>Caractérisation de la Sécurité sociale dans une vision abstraite du communisme.</p> <p>« La Sécurité sociale préfigure la « première phase de la société communiste ». À l'exception de la branche maladie, les travailleurs et les travailleuses ne reçoivent pas "en fonction de leurs besoins" mais "en proportion du travail fourni". C'est ce principe que le socialisme entend élargir à tous les domaines de la vie et, dans le même temps, le remplacer progressivement par le principe pleinement communiste "à chacun selon ses besoins" qui est déjà celui de la branche maladie de la Sécurité sociale »</p> <p>Notons qu'en fait les prestations servies par toutes les branches de la Sécurité sociale obéissent bien au principe « à chacun selon ses besoins ». C'est le cas des allocations familiales, et aussi de la retraite. Les pensions sont bien proportionnelles au revenu d'activité mais le montant cumulé des pensions perçues par un individu dépend de sa durée de vie.</p> <p>Pas de mention d'un pôle public du médicament.</p>	<p>« <i>Mettre la santé et la Sécurité sociale au cœur du projet et de l'action des communistes</i> » est une des batailles structurantes proposées par le texte, faisant le lien entre cet objectif et les moyens de le réaliser.</p> <p>« Faire vivre notre proposition de 100 % santé Sécu, aujourd'hui reprise par le mouvement syndical et social, c'est donner à voir un projet progressiste et émancipateur pour toutes et tous, contre la paupérisation du plus grand nombre et la financiarisation de toute la protection sociale. Ce projet comporte la création d'un pôle public du médicament afin de réduire la dépendance aux thérapies innovantes, importées à 95%. Leur besoin, exponentiel, exige le développement de la recherche médicale, de leur production, pour garantir leur accès à tous les patients concernés. Il sera créé à partir des services publics existants (Établissement Français du Sang, AP-HP...) ».</p>

Services publics

Un communisme de conquête	Communistes à l'offensive	Stratégie communiste	Résister et construire
<p>Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none">• Accès aux droits• Egalité territoriale• Supports d'un nouveau modèle de développement• Protection de la création culturelle, artistique, scientifique <p>Financement</p> <ul style="list-style-type: none">• Richesse créée par la nouvelle industrialisation <p>Pouvoirs</p> <ul style="list-style-type: none">• Nouveaux droits et nouveaux pouvoirs des usagers et des agents• Renforcement du statut de la fonction publique <p>Institutions</p> <ul style="list-style-type: none">• Comités d'usagers• Nouvelles institutions populaires• Etat• Collectivités locales <p>Place dans le projet communiste</p> <ul style="list-style-type: none">• Au cœur du pacte républicain• Dimension de la stratégie de transformation sociale• Emancipation de l'emprise du capital• Réalisation de l'unité du monde du travail <p>Batailles politiques</p> <ul style="list-style-type: none">• Bataille universaliste pour l'égalité territoriale et l'effectivité des droits• Campagne pour de meilleurs services publics	<p>Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none">• Propriété sociale• Socle de l'égalité républicaine• Moteur possible d'un développement social <p>Financement</p> <ul style="list-style-type: none">• Fonds européen de développement des services publics issu de la BCE <p>Pouvoirs</p> <ul style="list-style-type: none">• Nouveaux droits des travailleurs dans le service public <p>Place dans le projet communiste</p> <ul style="list-style-type: none">• Communisme déjà là	<p>Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none">• Révolution féministe• Emancipation des enfants• Développement massif des services publics de la tranquillité et de la sécurité• Service public du numérique	<p>Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none">• Conquête de l'égalité réelle• Enjeu écologique• Pouvoir sur l'entreprise• Dignité de participation et intervention• Coopérations• Développement des services publics à l'échelle mondiale• Développement des capacités humaines <p>Financement</p> <ul style="list-style-type: none">• Fonds européen financé par la création monétaire de la BCE <p>Pouvoirs</p> <ul style="list-style-type: none">• Intervention des usagers et des agents dans la gestion des services publics• Le statut des fonctionnaires, son développement et son amélioration, fait partie intégrante de la construction d'une sécurité d'emploi et de formation <p>Institutions</p> <ul style="list-style-type: none">• Nouvelles institutions combinant auto-gestion et planification• Dépassement de l'Etat <p>Place dans le projet communiste</p> <ul style="list-style-type: none">• Pierre angulaire d'une nouvelle civilisation, d'une nouvelle citoyenneté <p>Batailles politiques</p> <ul style="list-style-type: none">• Bataille budgétaire contre l'austérité.• Bataille pour un fonds européen solidaire pour les services publics, financé par la création monétaire de la BCE• Campagne nationale pour des pré-recrutements.• Bataille internationale pour le développement des services publics à l'échelle mondiale

	Un communisme de conquête	Communistes à l'offensive	Stratégie communiste	Résister et construire
Industrie	<p>« La désindustrialisation est au cœur de la crise française ».</p> <p>« L'industrie est la colonne vertébrale économique »</p> <p>La réponse à cette situation est pour l'essentiel déléguée à l'État.</p> <p>« Le pays a besoin d'un État qui définit les filières stratégiques prioritaires pour un nouvel essor des forces productives appuyé par la révolution informationnelle, pour affronter la crise climatique, garantir la souveraineté nationale et la réponse aux besoins publics ».</p> <p>De nouveaux critères de gestion ne sont évoqués que dans le secteur bancaire ou industriel nationalisé, où les salariés ont seulement le droit d'en « débattre ».</p> <p>« Les nationalisations démocratiques impliquent de nouveaux critères de gestion débattus avec les travailleuses et travailleurs concernés ».</p>	<p>« Combat » « pour une nouvelle industrialisation du pays tournée vers les besoins sociaux et la transition écologique » conçu comme faisant partie d'un « renversement de paradigme économique, social et écologique »</p>	<p>L'industrie n'est abordée que comme moyen de réaliser « un Plan Climat de rupture (...) via une transition industrielle planifiée »</p>	<p>Une nouvelle industrialisation de notre pays est nécessaire pour en finir avec l'appauvrissement de ses habitants, de leurs services publics et de la Sécurité Sociale, pour faire face à l'urgence climatique et pour résister efficacement aux pressions des impérialismes, des multinationales et des marchés financiers.</p> <p>Elle mobilisera le potentiel de la révolution informationnelle, aujourd'hui perverti par les multinationales, au service d'une nouvelle efficacité écologique et économique donnant la priorité au développement de l'emploi et des qualifications.</p> <p>Elle reposera sur des droits d'intervention nouveaux pour les populations et les salariés sur les choix de gestion, et sur l'utilisation des leviers d'intervention publique à l'appui de nouveaux critères de production, d'embauches, de recherche, d'investissements.</p>

République

Un communisme de conquête	Communistes à l'offensive	Stratégie communiste	Résister et construire
<p>Place centrale du « parti pris de la République refondée » dans le projet.</p> <p>« pousser jusqu'au bout » les principes édictés par les Lumières et la Révolution française, dont Marx disait qu'ils avaient fait « éclore l'idée communiste ».</p> <p>« Rendre sociale la République, c'est lui permettre de concourir à l'émancipation humaine, c'est permettre aux hommes et aux femmes de se libérer de l'exploitation comme de toutes les formes d'aliénation sociale. C'est donner à tous et toutes les moyens de remettre en cause la domination du capital, de contrôler les choix faits en leur nom et d'en décider, à la cité comme sur les lieux de travail, grâce à la conquête de nouveaux pouvoirs ».</p> <p>« La démocratie ne peut être une simple délégation mais doit être un processus permanent : référendum d'initiative citoyenne encadré et droit de pétition effectif »</p> <p>« Le socialisme aux couleurs de la France nécessite le renversement du rapport de forces entre capital et travail, une socialisation massive de la propriété, un nouveau pacte national où l'État comme les travailleuses et les travailleurs jouent pleinement leur rôle dans un processus démocratique refondé ».</p>	<p>Reprise du programme de Jean-Luc Mélenchon :</p> <p>« Le temps est venu d'ouvrir le chemin d'une 6e République pour un nouvel âge démocratique, développant l'intervention citoyenne à toutes les échelles. Nous appelons à un processus constituant aboutissant à référendum »</p>	<p>« Si l'héritage républicain constitue un terrain historique sur lequel le mouvement ouvrier français s'est construit et continue de s'appuyer et garant de certains progrès fondamentaux, la République actuelle n'est pas un idéal neutre, mais une institution de la superstructure capitaliste. Elle masque les conflits de classe derrière un prétendu consensus national et légitime l'exploitation, tant au niveau national qu'international.</p> <p>La défendre telle qu'elle est aujourd'hui revient à soutenir un outil d'oppression de la classe travailleuse et d'aliénation des peuples.</p> <p>Le rôle du PCF est de conquérir et transformer radicalement l'État pour lui donner un nouveau contenu de classe.</p>	<p>« Pousser jusqu'au bout » le mouvement révolutionnaire issu des Lumières et du mouvement ouvrier, c'est entendre ces nouvelles générations qui n'en peuvent plus des délégations de pouvoir, au patronat dans l'entreprise, à des représentants de plus en plus décredibilisés par la crise dans la cité.</p> <p>C'est donc répondre à la crise de l'État en s'appuyant sur les contradictions qui le traversent, pour dépasser ces délégations de pouvoir par une prise de pouvoir directe des citoyens, des travailleurs : c'est cela le communisme, depuis Marx et Engels, et de façon encore bien plus actuelle aujourd'hui ».</p>

Moyens financiers

Un communisme de conquête	Communistes à l'offensive	Stratégie communiste	Résister et construire
<p>Pas de paragraphe consacré au financement de l'économie et, en particulier des services publics,</p> <p>Le paragraphe « <i>Reprendre en main et développer l'outil industriel</i> » se contente d'indiquer comme si cela allait de soi, sans mention de critères ni de pouvoirs exercés par les travailleurs, que « <i>la maîtrise publique et démocratique du crédit, de l'investissement et de la création monétaire, l'extension du pôle public bancaire permettra de garantir l'accès à l'argent pour financer le renouveau industriel</i> ». Aucune leçon n'est-elle donc tirée de l'échec des nationalisations de 1981-1982 ?</p>	<p>Un paragraphe intitulé « <i>Pour reprendre le contrôle de l'argent et des richesses monopolisées par le capital</i> » cite certains « marqueurs » du projet communiste : critères d'efficacité sociale et écologique, « <i>maîtrise publique des banques</i> (pourquoi pas « nationalisation » ?) « <i>pour permettre le contrôle du crédit bancaire et de la création monétaire</i> », fonds européen de développement des services publics, monnaie commune mondiale... mais l'accent reste mis pour l'essentiel sur la répartition des richesses par l'impôt « <i>Notre bataille, c'est la justice fiscale</i> ».</p>	<p>Le pouvoir sur l'utilisation de l'argent est délégué à l'État.</p> <p>« <i>Dans le cadre de l'urgence écologique et sociale, des éléments de planification démocratique doivent être introduits pour orienter les masses monétaires vers les projets utiles. Pour cela, la nationalisation des banques est un prérequis minimal</i> ».</p> <p>Des projets « utiles », certes ! Mais la question politique majeure du contenu des dépenses pour ces projets est ignorée (capital versus capacités humaines ?). Comme est ignorée celle des critères d'efficacité des « masses monétaires » utilisées (rentabilité versus nouvelle efficacité).</p> <p>Donc, pas de contestation du critère de rentabilité financière, ni d'exigence de critères d'efficacité, dont les expériences socialistes ont pourtant cruellement montré le besoin.</p>	<p>La prise de pouvoir sur l'utilisation de l'argent est mise en avant comme un enjeu de lutte :</p> <p>« <i>Nous voulons faire grandir la contestation radicale des critères de rentabilité imposés par le patronat, les actionnaires, les banques et les marchés financiers, en leur opposant le besoin d'une autre utilisation de l'argent pour l'emploi, la formation, la création de richesses dans les territoires, la satisfaction des revendications sociales et des besoins écologiques. (...)</i></p> <p><i>Cet axe de transformation concerne tous les niveaux d'intervention : régional, national, européen et mondial</i> ».</p>

**Échéances
2027**

Un communisme de conquête	Communistes à l'offensive	Stratégie communiste	Résister et construire
<p>L'échéance présidentielle de 2027 est traitée comme s'il s'agissait d'un enjeu électoral ordinaire, comme si nous n'étions pas confrontés à une crise institutionnelle et à une menace imminente de conquête du pouvoir d'État par l'extrême-droite.</p> <p>« les communistes considèrent avoir toute légitimité pour porter une candidature de rassemblement issue de leur rang, pour l'élection présidentielle comme pour l'ensemble des scrutins locaux et nationaux du pays ». Aucune indication n'est donnée sur la stratégie à adopter face au danger du Rassemblement National.</p> <p>La formulation « candidature de rassemblement » sans précisions d'objectifs, de projet, de programme, laisse totalement ouverte la question du contenu de la campagne (le texte ne garantit pas que la campagne sera construite sur la base du texte d'orientation), voire même de la pérennité de la candidature (car si elle ne parvient pas à rassembler, elle a potentiellement vocation à s'éteindre d'elle-même).</p> <p>« Sans attendre l'issue de la présidentielle, le PCF engagera les discussions nécessaires avec le reste de la gauche afin de déterminer, dans toutes les circonscriptions menacées d'un succès de l'extrême droite ou de ses alliés, les candidatures disposant de la meilleure implantation et de la meilleure représentativité pour l'emporter »</p> <p>Des négociations pour les législatives</p> <ul style="list-style-type: none">• sans condition de contenu, de programme• sans visée de présence du Parti sur le territoire• pas d'allusion à un groupe communiste.	<p>Le congrès ne décide pas d'une candidature communiste.</p> <ul style="list-style-type: none">• « proposer la conclusion d'un pacte commun pour la République qui élève au rang de priorités les grandes exigences populaires ;• travailler à un accord législatif et gouvernemental autour d'un tel programme de rupture ;• engager à partir de là la bataille présidentielle avec un ou une porte-parole communiste sans hypothéquer les chances de construction d'une large candidature commune réellement partagée » <p>Aucune exigence de cohérence du programme sur la question des moyens financiers, ou des pouvoirs : on se range derrière les seules « exigences populaires » au lieu d'expliquer comment on doit y répondre</p> <p>Au nom de la menace de l'extrême-droite, rangeons-nous derrière Mélenchon, laissons-le, de fait, décider des candidats aux législatives. Réclamons-nous d'une « primauté au mouvement social », pour le suivre, et non pour le favoriser, le stimuler et être en apport.</p>	<p>Stratégie de « désistement défensif ».</p> <p>À la suite du congrès, le PCF enclenchera un processus d'unité d'action en consultant les syndicats et le monde associatif afin de construire un projet alternatif de rupture sur la base de notre programme minimal et de faire émerger une candidature, ayant la légitimité du soutien du mouvement social, qui sera aussi proposée aux autres partis de gauche. L'objectif de cette unité à la base est d'avoir un-e travailleur-se pour représenter la classe travailleuse. Si les états-majors des partis de gauche se révèlent incapables de se dépasser, s'ils continuent d'entretenir division et rancoeur entre un pôle populiste et un pôle social-démocrate, alors le PCF prendra ses responsabilités en portant une candidature communiste à l'élection présidentielle issue du dialogue avec le mouvement social</p> <p>« Nous ne faisons pas pour autant abstraction de la dynamique de l'extrême droite et de sa capacité à accéder à l'Élysée lors de cette échéance. Nous nous réservons donc le droit d'un désistement lors de la dernière ligne droite pour permettre à un-e autre candidat-e de gauche d'accéder au second tour. Une conférence nationale avant la présidentielle décidera si les conditions sont réunies pour dépasser le désistement défensif contre l'extrême droite et définir un programme minimal pour un rassemblement de gauche, liant présidentielle et législatives</p>	<p>« Affirmer la présence du projet communiste dans les batailles électorales de 2027 »</p> <p>Le sens d'une candidature communiste à l'élection présidentielle de 2027 : « une candidature porteuse d'un programme en phase avec le projet communiste, avec l'ambition d'inscrire les batailles d'aujourd'hui dans le mouvement d'une société où doivent commencer à prédominer les capacités humaines, le vivant, la démocratie et non le capital, l'accumulation et les monopoles. Ce que nous appelons le début d'une transition socialiste.</p> <p>Cette candidature sera un levier pour réveiller l'espoir à gauche et dans les mouvements sociaux, et pour faire naître une dynamique politique nouvelle</p> <p>Toutes les dispositions seront prises pour que les communistes aient de bout en bout la maîtrise de cette séquence électorale.</p> <p>Une conférence nationale, à l'automne, désignera notre candidate ou notre candidat à l'élection présidentielle, et fixera les grandes orientations de son programme. Une seconde, au début de l'année 2027, évaluera les effets de la dynamique que nous aurons créée et décidera des moyens à mobiliser pour favoriser au maximum le développement de cette dynamique compte tenu des risques et des opportunités qui se manifesteront à ce moment politique.</p> <p>C'est ainsi que nous pourrons conjuguer l'indispensable apport communiste et l'esprit de responsabilité qui est le nôtre face au danger tangible d'accès de l'extrême-droite au pouvoir exécutif. C'est ainsi que nous préparerons tout à la fois les deux éventualités : résistance et construction ».</p> <p>Législatives :</p>

« Il nous faut faire avancer, en parallèle, débat public, luttes et discussions de travail avec tous nos partenaires à gauche, voire avec le mouvement syndical qui a été partie prenante du NFP. »

« Une éventuelle négociation législative ne peut intervenir qu'après un travail avec nos partenaires sur des éléments communs de programme. Elle doit permettre à nos candidates et candidats à ces élections législatives de porter cette dynamique sur l'ensemble du territoire, contrairement à ce qui s'est produit aux deux précédentes élections législatives. »

Le Parti

Un communisme de conquête	Communistes à l'offensive	Stratégie communiste	Résister et construire
<p>Pas d'interrogation sur les échecs du dernier mandat.</p> <p>« Les 38e et 39e congrès ont fixé des objectifs ambitieux pour l'organisation du parti pour enrayer le processus d'effacement. Si des avancées importantes ont eu lieu, il faut transformer l'essai dans les années à venir ».</p> <p>« L'expérience du dernier mandat invite à renforcer l'implication effective de chacun des membres du conseil national, afin d'en faire un véritable lieu de réflexion stratégique, d'impulsion politique et de lien entre les différents échelons. La réduction du nombre de membre du CN peut être envisagée afin de gagner en efficacité. Le conseil national contribue à mettre à disposition des fédérations les outils nécessaires à leur activité, mais aussi à nourrir le débat politique, à favoriser les initiatives et à soutenir l'intervention des communistes dans les luttes et dans la société ».</p>	<p>« Le fonctionnement de notre direction nationale doit être basé sur la collégialité, et non sur le présidentialisme. La mise en responsabilité jusqu'au plus haut niveau de jeunes, de femmes et d'hommes issus·es des milieux populaires, dans une parité effective, est indispensable pour que notre Parti soit représentatif de la diversité sociale, professionnelle et territoriale du pays ».</p>	<p>Conception délégataire du parti.</p> <p>« Notre organisation repose sur une délégation de pouvoir à des directions élues. Cette délégation implique des responsabilités accrues et ne peut exister sans un contrôle réel par la base. Nos dirigeant·es et élu·es doivent non seulement respecter les orientations du congrès, mais aussi rendre compte régulièrement de leur action, notamment par des bilans ».</p> <p>« Les prochaines années verront une réduction des espaces démocratiques, en particulier pour les communistes (...) Nous devons donc nous poser sérieusement la question de la forme que doit prendre notre Parti à l'avenir : une organisation idéologiquement bien plus solide qu'aujourd'hui, qui sache se défendre, centrée sur un réseau de cadres communistes soudé·es et préparé·es à lire et exploiter les contradictions du capitalisme ».</p> <p>« Nous devons aujourd'hui faire émerger notre base sociale au sein de nos instances de direction (...) C'est en ayant une connaissance fine du réel que nous pourrons par la suite travailler un véritable renouvellement social de nos structures.</p> <p>L'aboutissement de cette volonté commune doit mener à ce que la liste des directions de sections, de fédérations ou le CN soumise au vote lors des congrès contienne les catégories socioprofessionnelles des camarades qui y figurent et qu'au moins 25 % des camarades proposés·es appartiennent aux fractions ouvrières, employées et des professions intermédiaires du sanitaire et social dans un but de renforcement de la représentativité du Parti ».</p> <p>Mais où est le problème, dès lors que le texte considère que nous appartenons tous – les professeurs d'université comme les ouvriers – à une même « classe travailleuse » ?</p>	<p>« De même que la faillite de la Deuxième Internationale, au début du siècle dernier, avait conduit, au fil d'une évolution non exempte de tâtonnements et de corrections progressives, à l'apparition d'un type nouveau de parti révolutionnaire, de même avons-nous aujourd'hui la tâche de mobiliser de façon novatrice l'immense patrimoine théorique et pratique de notre Parti au service d'une ambition révolutionnaire pour notre temps »</p> <p>« . Un parti agissant, uni autour d'un projet donnant sa force et sa cohérence à l'engagement de ses membres, a besoin d'une direction plus resserrée au sein de laquelle les divers niveaux d'initiatives et de prises de décisions soient clairement identifiés et transparents »</p> <p>Le comité exécutif national doit systématiquement s'assurer que les décisions prises en CN, en conférence nationale, en congrès soient respectées et restent fidèles à leur visée initiale. Il doit jouer pleinement son rôle d'exécution effective d'orientations fixées collectivement. Ne faudrait-il pas instaurer un rapport d'activité au congrès avec des points d'étape réguliers présentés devant le CN ? (...)</p> <p>. « Il conviendrait de gagner en transparence, en légitimité et en responsabilité politique avec la création d'une instance restreinte, un secrétariat, à parité, désigné par le CN pour garantir la collégialité de la prise de décision au sommet et préserver notre Parti du présidentialisme qui caractérise l'ensemble du système politique français. »</p>